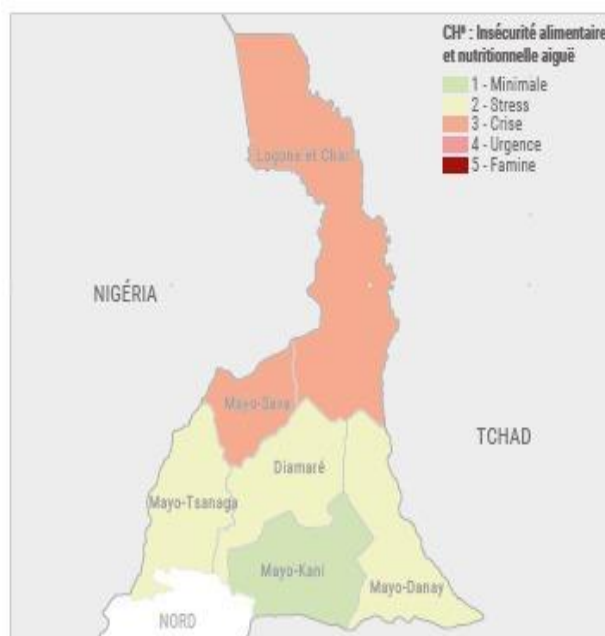


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1^{er} au 30 septembre 2021. Le prochain rapport sera publié en novembre 2021.

FAITS SAILLANTS

- Réouverture officielle de la frontière entre Fotokol au Cameroun et Gambaru au Nigéria, après sept ans de fermeture, et relance des activités socio-économiques dans les deux villes frontalières.
- La Délégation régionale de la santé publique a enregistré 75 888 cas de paludisme et 154 décès au 31 août 2021.
- Le 27 septembre, dans le cadre du processus de rapatriement des réfugiés camerounais au Tchad, ces derniers, accompagnés des autorités administratives du Tchad et du Cameroun, ainsi que du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ont effectué une visite « Go and See » dans les 18 villages affectés par des conflits intercommunautaires dans l'arrondissement du Logone Birni.
- 855 ex-repentis Nigériens du centre de Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) de Meri ont été rapatriés au Nigéria à la suite de la visite conjointe des Gouverneurs de l'Etat de Borno au Nigéria et de l'Extrême-Nord du Cameroun à Mora.
- La Délégation régionale de la santé publique a annoncé la rupture du stock de vaccin Astrazeneca dans la région. Seuls les vaccins Sinopharm et Johnson & Johnson sont disponibles.



Source : OCHA. | Carte insécurité alimentaire - Estimation de population projetée juin-août 2021

<p>1,2M</p> <p>Personnes dans le besoin</p> <p>Source : Aperçu des besoins humanitaires - mars 2021</p>	<p>951K</p> <p>Personnes ciblées</p> <p>Source : Plan de réponse humanitaire - mars 2021</p>	<p>378K</p> <p>Personnes déplacées internes</p> <p>Source : OIM DTM N°23- Juillet 2021</p>	<p>68K</p> <p>Refugiés dans les camps</p> <p>Source : Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR /Gouvernement du Cameroun- Septembre 2021</p>	<p>49K</p> <p>Refugiés hors des camps</p> <p>Source : Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/ Gouvernement du Cameroun- Septembre 2021</p>	<p>135K</p> <p>Personnes retournées</p> <p>Source : OIM DTM N°23- Juillet 2021</p>
---	--	--	---	---	--

CONTEXTE HUMANITAIRE

Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) a rapporté une diminution du nombre d'incidents sécuritaires dans la région et du nombre d'attaques dans le département du Logone et Chari par rapport à août 2021. L'organisation a également relevé un retour au calme dans l'arrondissement du Logone Birni récemment affecté par des crises intercommunautaires. Dans les départements du Mayo-Tsanaga et du

Mayo-Sava, les postes militaires qui avaient été démantelés en août ont été restaurés. Subséquemment à cette situation, le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) n'a enregistré aucun nouveau mouvement de population.

L'augmentation des reddsitions, enregistrée depuis juin 2021, conduit à une augmentation des besoins pour la prise en charge des ex-associés et ex-otages dans les centres de Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR). Elle suscite également des besoins de protection et l'insécurité dans les villes de Mora et Méri. Le Gouverneur de l'Etat de Borno au Nigeria et celui de l'Extrême-Nord ont effectué une visite à Mora pour apprécier la situation des ex-associés. A la suite de cette visite, 855 repentis nigériens du centre DDR ont été rapatriés dans leur pays.

Suite à une recommandation issue du forum des Gouverneurs du bassin du Lac Tchad tenu en juillet 2019, la frontière entre Fotokol dans le Logone et Chari et Gambaru au Nigéria a été réouverte le 9 septembre 2021. Cette réouverture intervient après sept années de fermeture consécutive à la montée des activités des groupes armés non étatiques (GANE) dans la région. Pour des raisons de sécurité, les horaires d'ouverture côté Cameroun vont de 7 à 17 heures.

Dans le cadre du processus de rapatriement des réfugiés camerounais se trouvant au Tchad, un groupe représentatif desdits réfugiés, accompagné des autorités administratives du Tchad et du Cameroun et du HCR des deux pays a effectué une visite « Go and See » dans les 18 villages de retour potentiels. Le HCR continue la mobilisation des acteurs humanitaires du Logone et Chari pour une assistance humanitaire à ces populations une fois rapatriés.

Au 22 septembre 2021, la région comptait un total de 2 117 cas confirmés de la COVID-19, 46 décès, 2 062 personnes guéries et neuf cas actifs repartis dans les districts de santé de Maroua 1 et 2, Kousseri et Yagoua. A la même période, seuls 4,03% de la population avaient reçu la première dose du vaccin, tandis que 0,66% était pleinement vaccinés.

Comme d'accoutumé, pendant la période de forte transmission, qui va de juillet à novembre, la région fait face à une recrudescence des cas de paludisme. Le 3^{ème} cycle de la campagne de chimio prévention du paludisme saisonnier (CPS) s'est tenu du 7 au 12 septembre 2021.

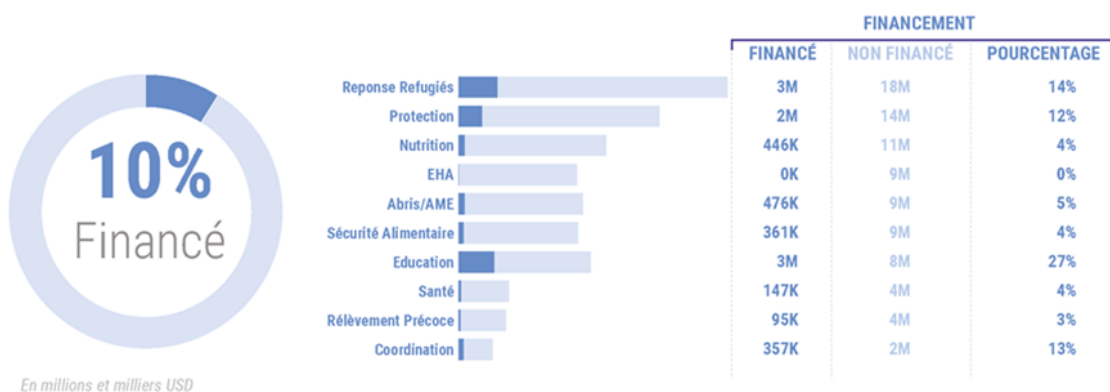
L'insécurité dans certaines zones et les financements limités restent les principaux défis que rencontrent les acteurs humanitaires dans la région.

FINANCEMENT - MOBILISATION DE RESSOURCES

Cameroun – Appel consolidé Extrême-Nord 2021

US\$ 99,717 millions requis
US\$ 9,7 millions financés

Financement par secteur (en million \$ US) au 30 septembre 2021



Ce graphique traduit les contributions rapportées par les partenaires humanitaires sur le Financial Tracking Service (FTS).

Tous les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires, sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org.

BESOINS ET REPONSE HUMANITAIRE PAR SECTEUR

Education

UNICEF et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) ont facilité la réinsertion dans l'enseignement formel, de 1 666 enfants déscolarisés, dont 859 filles. Ces derniers ont participé à des classes de rattrapage pendant deux mois dans le cadre du curriculum accéléré pour la réinsertion des enfants déscolarisés (CARED) dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari. UNICEF a également équipé 16 salles de classe nouvellement construites dans les localités de Maltam et Tildé dans le Logone et Chari en mobiliers scolaires, et distribué des paquets attractifs et kits hygiènes à 314 élèves dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga.

1 666

Enfants déscolarisés réinsérés dans l'enseignement formel

Par ailleurs, UNICEF et Plan International ont sensibilisé 8 547 personnes sur l'importance de l'éducation et la prévention de COVID-19 en milieu scolaire, et NRC a mis en place et/ou redynamisation des gouvernements d'enfants et des clubs de filles, avec une participation de 343 enfants dont 165 filles dans le Logone et Chari.

Santé

Le secteur a identifié plus de 7 110 personnes dans le besoin de prise en charge sanitaire pour le paludisme simple, les infections respiratoires aiguës et les diarrhées. De plus, il a été observé une augmentation des admissions dans les services pédiatrique et nutritionnel de l'hôpital régional annexe de Mokolo qui enregistre un taux d'occupation des lits de 165%.

5 466

Personnes sensibilisées sur la santé mentale

Avec l'appui de Plan international, les agents de santé communautaire (ASC) ont pris en charge 7 110 cas de paludisme ainsi que 253 cas de diarrhée et 680 cas d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'infections respiratoires aiguës. Ils ont également identifié 1 532 filles/femmes enceintes qui n'ont pas encore commencé de consultations prénatales et 39 cas suspects de tuberculose.

Alliance for International Medical Action (ALIMA) et International Medical Corps (IMC) ont effectué 894 consultations prénatales et 261 accouchements assistés dans neuf centres de santé intégrés (CSI) du district de santé (DS) de Mokolo et un CSI du DS de Kolofata, ainsi que des consultations curatives au profit de 4 931 enfants de moins de 5 ans. 408 enfants ont été complètement vaccinés pour le programme élargi de vaccination dans les mêmes formations sanitaires, tandis que dix cas de complications obstétricales ont été référés.

En santé mentale et soutien psychosocial, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et la Délégation régionale de la jeunesse et l'éducation civique ont sensibilisé 5 466 personnes dont 3 402 femmes sur la dépression, le stress, la stigmatisation des personnes malades mentales, et les conséquences de la consommation des substances psychoactives. OIM et Plan international ont apporté un accompagnement psychosocial à 160 personnes en souffrance psychologique, à travers des activités individuelles et de groupes.

L'insécurité dans certains DS, notamment ceux de Makary et Mora ; la mauvaise gestion des médicaments et intrants communautaires pour la prise en charge des cas ; l'insuffisance des ressources financière dans certains hôpitaux pour organiser des campagnes de don de sang et la rupture en tests diagnostiques rapides du paludisme et en antipaludiques comprimés sont les défis rencontrés par le secteur. A cela s'ajoutent l'insuffisance du personnel médical, la faible disponibilité de poches de sang dans les services pédiatrique et nutritionnels, ainsi que la pré-rupture de certains médicaments dans lesdits centres. Enfin, l'absence d'un centre de mise en quarantaine des patients du COVID-19 dans le camp de Minawao contraint les équipes de santé à suivre les malades à domicile.

Nutrition

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse sectorielle intégrant à la fois la prise en charge et la prévention de la malnutrition en contexte d'urgence, UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Plan International, la Croix-Rouge Française (CRF), ALIMA, IMC et Première Urgence Internationale (PUI) ont nouvellement enregistré et pris en charge 4 841 enfants de moins de 5 ans souffrant de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS), dont 2 622 filles dans les centres nutritionnels, soit 33% de plus que le mois précédent. Cette augmentation serait liée à la période de soudure et la recrudescence des cas de paludisme dans la région. A cet effet, les équipes sont fortement mobilisées et le dépistage précoce renforcé au niveau communautaire.

Dans les communautés du Diamaré, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari, 30 643 enfants de moins de 5 ans ont été dépistés par les ASC et les membres des groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) avec identification de 630 enfants avec malnutrition aigüe modérée (MAM) et 169 enfants MAS. 31 224 enfants en situation de MAM, dont 15 843 filles, ont reçu des supercéréales sous le programme de supplémentation alimentaire (BSFP) dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari. 148 enfants ont également été réhabilités à travers l'initiative de Déviance Positive Foyer (DPF). 37 561 enfants de 6 à 23 mois dont 19 854 filles ont reçu des poudres de micronutriments sous le programme de la fortification à domicile des aliments (FAD) dans le Logone et Chari, le Mayo-Tsanaga et le Diamaré. 1 709 enfants ont été supplémentés en vitamine A et 39 d'entre eux déparasités à travers les plateformes d'Alimentation du jeune enfant et du nourrisson (ANJE) / FAD et BSFP.

4 841Nouvelles admissions
MAS

Dans les DS de Kolofata et Mokolo et le camp de Minawao, 5 345 mamans (PB-Mères) ont bénéficié d'une formation et/ou recyclage sur l'utilisation du bracelet de mesure du périmètre brachial (MUAC) et la recherche des œdèmes pour le dépistage de la malnutrition. De plus, 20 928 parents ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques d'ANJE et les mesures barrières dans tous les départements d'intervention.

Sécurité alimentaire

Dans le Logone et Chari, pendant la dernière campagne agricole, la sécheresse a affecté considérablement les cultures dans huit arrondissements sur dix. Les surfaces ensemencées ont été réduites de 43% par rapport à 2020, avec un plus grand impact sur la culture du maïs.

133 029Bénéficiaires de
l'assistance alimentaire

En réponse, INTERSOS a mené des séances d'appui conseil sur les activités agropastorales et de préparation de récoltes dans les parcelles de groupes et individuelles au profit 425 ménages dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari.

Le PAM, à travers ses partenaires INTERSOS et Public Concern (PC), a fourni une assistance alimentaire inconditionnelle à 13 409 réfugiés du camp de Minawao, dont 36 744 femmes, 13 409 déplacés du Mayo-Tsanaga et du Logone et Chari, dont 7 240 femmes, et une assistance alimentaire pour la période de soudure à 29 994 personnes, dont 16 916 femmes, dans les deux départements en plus du Mayo-Sava. Education Fights Aids (EFA) Cameroun et la Fédération Luthérienne Mondiale (LWF) ont apporté une assistance alimentaire contre création d'actifs à 21 580 personnes.

Du 19 au 30 septembre, les membres du secteur ont mené une enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur un échantillon de 1 344 ménages répartis dans 112 villages de la région afin de constituer la base de données pour le Cadre Harmonisé.

Les besoins en intrants et matériels agricoles, en renforcement des capacités, appui conseil et accompagnement, et en assistance alimentaire inconditionnelle pour les personnes vulnérables demeurent importants.

Protection

Selon le suivi de protection mensuel du HCR et de son partenaire INTERSOS, 501 incidents de protection ont été documentés et analysés, contre 564 en août, avec 85% des violations dirigés contre les hommes. Le Logone et Chari a enregistré 37% d'incidents, suivi du Mayo-Tsanaga, 35% et du Mayo-Sava, 28%. Les principaux incidents répertoriés sont les vols et pillages, 40%, suivis des extorsions des biens, 17%. 47% des incidents seraient attribués à la population civile, 31% aux GANE, et 22% aux Forces de Défense et de Sécurité.

200Personnes vivant avec un
handicap ont besoin d'une
cane blanche

Dans l'optique de résorber la forte demande en documentation civile pour les élèves et les adultes, NRC et le HCR à travers son partenaire INTERSOS ont établi par procédure normale 268 actes de naissance dans les Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. NRC a diffusé des spots de sensibilisation sur la documentation civile dans trois radios communautaires et a doté l'antenne régionale du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC) de 240 registres d'actes de naissance. Le BUNEC continue toutefois d'accuser un gap en fournitures de bureau et personnel qualifié. Dans le cadre du projet de numérisation et digitalisation des documents d'état-civil, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a distribué du matériel informatique dans sept

communes du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, Diamaré, Mayo-Danaï et Mayo-Kani. L'organisation a également recruté un cabinet pour la mise à jour du logiciel de digitalisation et de mise en place de l'interopérabilité des systèmes de l'état-civil et l'identité légale. Toutefois, le besoin de financement du projet d'enregistrements des naissances dans les centres de santé en vue de combler les futures lacunes reste important.

L'Association pour la promotion des personnes vivants avec un handicap (APIPDA) a identifié 200 personnes ayant besoin de canne blanche à Maroua, soit 40 femmes et 60 filles de moins de 18 ans. Le partenaire a également formé 20 jeunes vivant avec handicap à la production d'articles à partir de déchets de bouteilles en plastiques. Néanmoins, un besoin croissant en articles non-alimentaire est enregistré pour les personnes à besoins spécifiques.

Logement Terre et Propriété (LTP)

Environ 7 500 personnes sont touchées par le tracé des tranchées dans la région de l'Extrême-Nord.

7 500

Personnes touchées par le tracé des tranchées

Afin d'améliorer l'accès aux droits de Logement Terre et Propriétés (LTP), NRC et International Rescue Committee (IRC) ont mené 19 sessions d'informations sur cette problématique au profit de 690 personnes, dont 419 femmes. Des spots de sensibilisations sur la sécurité d'occupation en situation de déplacement forcé ont été diffusés dans les radios communautaires. Par ailleurs, 76 personnes déplacées, dont 47 femmes, ont reçu des conseils sur l'accès à leurs droits LTP, tandis que 196 personnes déplacées dont 119 femmes bénéficiaires du programme sécurité alimentaire de NRC ont reçu une assistance légale pour faciliter l'accès à l'espace cultivable et sécurisé pour les activités agricoles. Enfin, IRC a formé 35 femmes parajuristes dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga sur les procédures d'acquisition de terres. Le gap en acteurs humanitaires pour la réponse aux besoins LTP demeure important.

Protection de l'enfance

Les partenaires Children's life in Rural Areas (CLiRA), IMC, IRC, INTERSOS et Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA) ont fourni des services essentiels de protection de l'enfance dont le soutien psychosocial accompagné d'une sensibilisation contre la COVID-19 et aux bonnes pratiques d'hygiène à 4 380 enfants dont 2 115 filles et 3 033 adultes dont 1461 femmes. Par ailleurs, ALDEPA et INTERSOS ont soutenu 33 enfants victimes de violences basées sur le genre et de violences physique, dont 30 filles. Ceux-ci ont bénéficié d'un soutien psychosocial, d'articles non-alimentaires et de référencement vers d'autres services. En outre, ALDEPA, IMC, Plan International ont sensibilisé 1 130 personnes sur des compétences parentales positives et le respect des mesures barrières contre la COVID-19.

4 380

Enfants ont reçu des services essentiels de protection

Les partenaires du secteur ont identifié des besoins en renforcement de capacités en santé mentale et soutien psychosocial, en documentation des interventions et de rapports, en éducation sur les risques de mines, et en outils d'évaluation des sensibilisations menées au sein des communautés d'intervention.

Violences basées sur le genre (VBG)

Dans le cadre des activités de prévention des VBG en communauté, 42 987 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la scolarisation des jeunes filles, la prévention des violences sexuelles, l'importance du soutien aux survivants, les conséquences du mariage des enfants, et les services disponibles.

713

Femmes et filles ont bénéficié de kits de dignité

ALDEPA, l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF), Plan International et IMC ont mené des activités de prise en charge dans les espaces sûrs au profit de 1 980 femmes et filles. Community Humanitarian Emergency Board (COHEB), INTERSOS, Plan International, IMC et ALVF ont également distribué des kits de dignité à 731 personnes dont 219 femmes et 512 filles dont six vivants avec handicap ont bénéficié. Par ailleurs, 1 547 personnes dont 714 femmes et 477 filles ont reçu une formation sur les VBG, les droits des femmes, les services disponibles, le leadership et l'estime de soi avec une attention particulière sur les femmes leaders et des jeunes. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a également soutenu la délégation régionale de la promotion de la femme et la famille et le réseau des animateurs pour l'éducation des communautés (RESAEC) dans la formation de 100 adolescents et jeunes filles sur le leadership et les compétences de vie en vue de les sensibiliser aux risques de VBG, de viols et de mariages d'enfants.

Les acteurs VBG rencontrent des difficultés au sein des communautés. Certains leaders communautaires sont réticents à la dénonciation des cas de VBG. D'où, la nécessité de renforcer les capacités de ces leaders sur l'orientation des survivant(e)s de VBG et la dénonciation. La prise en charge des frais de gestion des dossiers juridiques et médicaux, le renforcement de la disponibilité des kits post-viol dans les formations sanitaires constituent des besoins majeurs recensés dans le secteur.

NFI/Abris

En réponse aux besoins identifiés pour les populations déplacées des sites de Moskota, Zamai et Ngnoborga, Zamalva dans le Mayo-Tsanaga et de Séradoumda, Kangaleri, Tolkomari et Igawa dans le Mayo-Sava, l'OIM à travers son partenaire Association des animateurs et encadreurs en développement communautaire (AAEDC) a distribué 285 kits d'articles ménagers essentiels et 160 kits d'abris d'urgence au profit de 3 461 bénéficiaires.

7 209

Personnes ont reçu des kit abris et AME

Dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), Action contre la Faim (ACF), a distribué 122 kits d'articles ménagers essentiels et 76 kits d'abris à 1 776 personnes dans l'arrondissement de Kolofata dans le Mayo-Sava et dans l'arrondissement de Mokolo dans le Mayo-Tsanaga au profit. Le HCR, à travers son partenaire PC a appuyé 722 bénéficiaires pour la construction de leurs abris transitionnels et doté 1 250 personnes de kits d'outils communautaires leur permettant construire des abris améliorés suite à la destruction de leurs abris par les effets de pluies dans ces deux départements.

Le manque de pièce d'identité, l'inaccessibilité des routes limitant le transport des équipes et des articles, et l'insécurité constituent les principales difficultés rencontrées dans le secteur.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Les acteurs EHA se sont focalisés sur la réponse aux besoins des personnes déplacées internes (PDI), et des populations retournées dans les communes de Mozogo, Makary, Mokolo, Logone Birni et Meri, ainsi que dans le centre de Désarmement, démobilisation et réintégration (CNDDR) de Méri.

285

Kits EHA COVID distribués

Les réponses ont principalement consisté en la réhabilitation et/ou réparation de 20 forages, ainsi qu'en la redynamisation des comités de gestion, facilitant l'accès à l'eau potable à environ 4 006 personnes. Il convient de mentionner aussi la construction de 43 latrines d'urgence et la sensibilisation d'environ 82 523 personnes sur les bonnes pratiques d'hygiène et sur les mesures barrières contre la COVID-19 ainsi que la distribution des kits EHA à 285 ménages de 2 130 personnes.

Des gaps importants restent à combler dans les localités abritant les PDI et des retournées, telles que l'arrondissement du Logone Birni, pour la réparation et/ou réhabilitation et désinfection des points d'eau, la distribution des produits de traitement de l'eau à domicile, ou encore pour la construction de latrines d'urgence. Dans la localité de Séradoumda, il est relevé un gap en accompagnement des bénéficiaires pour la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (l'ATPC) et à Lyamagra, un gap en construction de latrines d'urgence.

CASH

PUI et Solidarité Internationale (SI), ainsi que le PAM à travers ses partenaires INTERSOS et LWF, ont apporté une assistance alimentaire inconditionnelle et conditionnelle via le Cash à 42 405 personnes déplacées internes dont 21 949 femmes avec une capacité de diversifier leur choix alimentaire.

45 271

Personnes ont bénéficié d'une assistance CASH

Par ailleurs, PUI a appuyé 122 nouveaux déplacés de la localité de Ngouma dans le Logone et Chari en articles non-alimentaires, via la modalité CASH. UNICEF, via son partenaire COHEB, a distribué des kits scolaires à 2 744 élèves.

Relèvement précoce

Les organisations Jeunesse Active pour la lutte contre la pauvreté, le VIH-SIDA et ses souffrances (JAPSSO) et Justice et Paix ont pourvu 40 jeunes parmi lesquels 15 filles-mères victimes d'abus sexuels en formations professionnelles, en vue de renforcer leur autonomisation économique. EFA a distribué 114 kg de vivres à 2 346 ménages et effectué une formation sur le mécanisme de gestion des plaintes dans les Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. Les partenaires ont également accompagné 100 ménages pour le développement de leur activités agro-pastorale.

Le Centre pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (CPDH) en collaboration avec le diocèse de Maroua-Mokolo et le Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA) a mis en place une plateforme civilo-militaire afin de concrétiser le rapprochement entre les civils et les militaires et de promouvoir la cohésion sociale. Cette dernière est composée de 28 membres issus des forces de défense et de sécurité, et des organisations de la société civile.

African Positive Peace Initiative Cameroon (AAPIC) a initié trois projets sur la compétence, la résilience et le renforcement du leadership pour la lutte contre l'extrémisme violent. Youth Collectif for Peace and Sustainable Development (YCO4PSD) a mené des sensibilisations auprès des jeunes et des femmes sur leurs rôles dans le changement climatique observé dans la région. Le partenaire a procédé au reboisement de 100 plants dans une école.

L'emploi et auto-emploi des jeunes, la revitalisation des économies locales, le développement des activités génératrices de revenus, le renforcement des activités agropastorales, la promotion de la cohésion sociale, et le renforcement des moyens de subsistance sont des besoins identifiés par le secteur qui restent à couvrir.



Coordination humanitaire

OCHA poursuit la coordination de la réponse humanitaire en faveur des populations affectées par le conflit intercommunautaire du Logone Birni et du conflit armé à travers la facilitation des réunions de coordination et le plaidoyer sur les préoccupations importantes. Suite, notamment, au plaidoyer mené par OCHA, un plan de réponse est en cours de préparation par les acteurs du sous-secteur sécurité alimentaire et nutrition de Logone et Chari en vue de faire face au risque de crise alimentaire et nutritionnelle liée aux perturbations climatiques qui ont été observées cette année dans ce département. En effet, il est anticipé une diminution significative des cultures causée par la rareté des pluies.

Le 27 septembre 2021, OCHA a mené auprès de la Commission Européenne (ECHO) en visite à Maroua, un plaidoyer pour l'augmentation du financement du plan de réponse humanitaire qui reste très faible au Cameroun, particulièrement à l'Extrême Nord.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Carla Martinez, Cheffe de Bureau, OCHA Cameroun, martinez14@un.org

Claude Mululu, Chef du Sous-bureau, OCHA Maroua, mululuc@un.org

Pour plus d'information, veuillez-vous rendre sur : www.unocha.org/Cameroon | www.reliefweb.int | Humanitarianresponse.info